

**No. 36275**

---

**France  
and  
Chile**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile on the Readmission of Persons Residing without Authorization. Santiago, 23 June 1995**

**Entry into force: 8 April 1998 by notification, in accordance with article 15**

**Authentic texts: French and Spanish**

**Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 23 November 1999**

---

**France  
et  
Chili**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Santiago, 23 juin 1995**

**Entrée en vigueur : 8 avril 1998 par notification, conformément à l'article 15**

**Textes authentiques : français et espagnol**

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 23 novembre 1999**

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI RELATIF À  
LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République du Chili, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce suit:

I. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

*Article 1er*

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

*Article 2*

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité:

Carte d'identité;

Passeport ou tout autre document de voyage;

Carte d'immatriculation consulaire.

2. Pour l'application du présent accord, la nationalité est présumée sur la base des éléments suivants:

Documents périmés mentionnés à l'alinéa précédent;

Document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé;

Autorisation et titres de séjour périmés;

Déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante ;

Dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

*Article 3*

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2 alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur le champ et contre remboursement un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de la Partie requérante à l'audition de l'intéressé dans les locaux où il est maintenu. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

*Article 4*

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

*Article 5*

Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

*Article 6*

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard:

a) Des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;

b) Des ressortissants des Etats tiers qui, après leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour;

c) Des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante;

d) Des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 29 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967;

e) Des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignées par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

#### *Article 7*

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révèlent ne pas remplir les conditions prévues aux articles 5 et 6 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

### III. TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

#### *Article 8*

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit par voie aérienne sur son territoire des ressortissants d'Etat tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport aérien pour le pays de destination.

4. La Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement doit signaler à la Partie contractante requise aux fins de transit s'il est nécessaire d'escorter la personne éloignée. La Partie contractante requise aux fins de transit peut :

Soit décider d'assurer elle-même l'escorte;

Soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement.

5. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement et sous escorte policière, celle-ci ne peut être assurée que par cette Partie et sans quitter la zone internationale des aéroports dans la Partie requise aux fins de transit.

6. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante requise aux fins de transit et sous escorte policière, celle-ci est assurée par cette Partie contractante, à charge pour la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement de lui rembourser les frais correspondants.

*Article 9*

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties contractantes. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heure et lieu d'arrivée dans le pays de transit et aux heure et lieu de départ de celui-ci, au pays de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements utiles aux fonctionnaires escortant l'étranger.

*Article 10*

Le transit pour éloignement peut être refusé:

Si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

*Article 11*

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

*Article 12*

Les deux Parties se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultation sera présentée par la voie diplomatique.

*Article 13*

Les autorités nationales compétentes chargées des contrôles aux frontières désignent :

Les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers;

Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

*Article 14*

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes en vertu d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

*Article 15*

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

Fait à Santiago le 23 juin 1995 dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

GÉRARD CROS  
Ambassadeur de France au Chili

Pour le Gouvernement de la République du Chili:

JOSÉ MIGUEL INSULZA SALINAS  
Ministre des Relations Extérieures  
de la République du Chili

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA  
Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE CHILE  
RELATIVO A LA READMISION DE PERSONAS EN  
SITUACION IRREGULAR**

Deseosos de desarrollar la cooperación entre ambas Partes Contratantes y con el fin de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre la circulación de personas, dentro del respeto de los derechos y garantías previstos en las leyes y reglamentos vigentes.

En el marco de los tratados y convenios internacionales y con el propósito de combatir la inmigración irregular.

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile de conformidad con el principio de reciprocidad, han acordado lo siguiente:

**I - READMISION DE NACIONALES DE LAS PARTES CONTRATANTES**

**ARTICULO 1**

1. Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin más trámites, a cualquier persona que no cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de ingreso o de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, siempre y cuando se haya acreditado o se presuma que dicha persona posee la nacionalidad de la Parte Contratante requerida.

2. La Parte Contratante requirente readmitirá en las mismas condiciones a la persona interesada, siempre que en verificaciones posteriores se haya demostrado que dicha persona no poseía la nacionalidad de la Parte Contratante requerida al momento de salir del territorio de la Parte Contratante requirente.

## ARTICULO 2

1. La nacionalidad de la persona que sea objeto de una medida de expulsión se considerará acreditada sobre la base de los documentos vigentes que se enumeran a continuación:

- Cédula de identidad
- Pasaporte o cualquier documento de viaje
- Cédula de registro consular.

2. Para los efectos del presente Acuerdo, la nacionalidad se considerará presumida sobre la base de los siguientes antecedentes:

- Documentos vencidos mencionados en el inciso anterior;
- Documento extendido por autoridades oficiales de la Parte requerida y que certifique la identidad del interesado;
- Autorización y documentos de permanencia vencidos;
- Declaraciones del interesado debidamente prestadas ante las autoridades administrativas o judiciales de la Parte requirente;
- Declaraciones prestadas por testigos de buena fe y consignadas en un acta.



**ARTICULO 3**

1. Toda vez que se presuma la nacionalidad sobre la base de los antecedentes mencionados en el artículo 2, inciso 2, las autoridades consulares de la Parte requerida extenderán en el acto y contra reembolso un salvoconducto que autorice la salida de la persona interesada.

2. Si hubiere alguna duda sobre los antecedentes que permitan la presunción de la nacionalidad, o a falta de estos antecedentes, las autoridades consulares de la Parte requerida procederán, dentro de un plazo de tres días contados desde la solicitud de la Parte requirente, a entrevistar al interesado en los locales donde se encuentre custodiado. Esta entrevista será organizada a la mayor brevedad posible por la Parte requirente de consuno con la autoridad consular interesada.

Si, como resultado de esta entrevista, queda establecido que la persona interesada posee la nacionalidad de la Parte requerida, la autoridad consular extenderá de inmediato el salvoconducto respectivo.

**ARTICULO 4**

La Parte requirente sufragará los gastos de transporte de las personas cuya readmisión se solicita hasta la frontera de la Parte Contratante requerida.

**II - READMISION DE NACIONALES DE TERCEROS ESTADOS**

**ARTICULO 5**

Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin más trámites, al nacional de un tercer Estado que no

cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de ingreso y de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, cuando dicho nacional disponga de una visa o autorización de permanencia de cualquier naturaleza que haya extendido la Parte Contratante requerida y se encuentre vigente.

#### ARTICULO 6

La obligación de readmisión a que se refiere el artículo 5 no será procedente con respecto a:

a) los nacionales de terceros Estados que tengan una frontera común con la Parte Contratante requirente;

b) los nacionales de terceros Estados que, luego de haber abandonado el territorio de la Parte Contratante requerida o de haber ingresado al territorio de la Parte Contratante requirente, hayan recibido una visa o autorización de permanencia extendida por dicha Parte;

c) los nacionales de terceros Estados que permanezcan por más de seis meses en el territorio de la Parte Contratante requirente;

d) los nacionales de terceros Estados a quienes la Parte requirente les haya reconocido la condición de refugiados mediante la aplicación de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa a la condición de refugiados, tal como fuere enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967;

e) los nacionales de terceros Estados que hayan sido efectivamente expulsados por la Parte Contratante requerida hacia su país de origen o un tercer Estado.

## ARTICULO 7

La Parte Contratante requirente readmitirá en su territorio a las personas que, luego de verificaciones posteriores a su readmisión por la Parte Contratante requerida, se comprobare que no cumplen con los requisitos previstos en los artículos 5 y 6 al momento de su salida del territorio de la Parte Contratante requirente.

## III - TRANSITO POR EXPULSION

### ARTICULO 8

1. Cada una de las Partes Contratantes autorizará, a solicitud de la otra Parte, el ingreso y el tránsito por vía aérea en su territorio de nacionales de un tercer Estado que sean objeto de una medida de expulsión adoptada por la Parte Contratante requirente.

2. La Parte Contratante requirente asumirá la plena responsabilidad de la continuación del viaje del extranjero hacia su país de destino y se hará cargo nuevamente de este extranjero, si por cualquier motivo, la medida de expulsión no pudiere llevarse a cabo.

3. La Parte Contratante requirente garantizará a la Parte Contratante requerida que el extranjero, cuyo tránsito ha sido autorizado, esté en posesión de un pasaje de transporte aéreo para el país de destino.

4. La Parte Contratante que haya adoptado la medida de expulsión deberá señalar a la Parte Contratante requerida para los efectos del tránsito si es necesario escoltar a la persona objeto de dicha expulsión. Para los efectos del tránsito, la Parte Contratante requerida podrá:

resolver si provee por sí misma la escolta;  
resolver si provee la escolta en colaboración  
con la Parte Contratante que haya adoptado la  
medida de expulsión.

5. Cuando el tránsito se efectúe a bordo de aeronaves pertenecientes a una compañía aérea de la Parte Contratante que haya adoptado la medida de expulsión y bajo escolta policial, esta última sólo podrá ser proporcionada por dicha Parte y sin abandonar la zona internacional de los aeropuertos de la Parte requerida para los efectos de tránsito.

6. Cuando el tránsito se efectúe a bordo de aeronaves pertenecientes a una compañía aérea de la Parte Contratante requerida para los efectos de tránsito y bajo escolta policial, esta última será provista por dicha Parte Contratante, y los gastos pertinentes le serán reembolsados por la Parte Contratante que haya adoptado la medida de expulsión.

#### ARTICULO 9

Las autoridades competentes de las Partes Contratantes se transmitirán directamente entre sí la solicitud de tránsito por expulsión. En esta solicitud deberán indicarse los antecedentes relativos a la identidad y la nacionalidad del extranjero, la fecha de viaje, la hora y el lugar de llegada al país de tránsito, como asimismo la hora y lugar de salida de éste, el país de destino, y, si fuere necesario, los antecedentes que pudieren ser útiles a los funcionarios encargados de escoltar al extranjero.

**ARTICULO 10**

El tránsito por expulsión podrá ser denegado:

- si el extranjero estuviere expuesto en el Estado de destino a persecuciones debido a su raza, su religión, su nacionalidad, por ser miembro de algún grupo social o por sus opiniones políticas;
- si el extranjero corriere el riesgo de ser acusado o condenado ante un tribunal penal en el Estado de destino por hechos ocurridos antes del tránsito.

**ARTICULO 11**

Los gastos de transporte hasta la frontera del Estado de destino, así como los gastos ocasionados por un eventual regreso, correrán por cuenta de la Parte Contratante requirente.

**IV - DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES**

**ARTICULO 12**

Ambas Partes se consultarán en la medida que sea necesario a objeto de revisar la implementación del presente Acuerdo.

La solicitud de consulta será presentada por vía diplomática.

**ARTICULO 13**

Las reparticiones nacionales competentes encargadas de los controles fronterizos designarán:

- los aeropuertos que podrán ser utilizados para la readmisión y el ingreso en tránsito de extranjeros; y
- las reparticiones centrales o locales competentes para tramitar las solicitudes de readmisión y de tránsito.

#### ARTICULO 14

1. Las disposiciones del presente Acuerdo no irán en perjuicio de las obligaciones de admisión o de readmisión de ciudadanos extranjeros que se originen para las Partes Contratantes en virtud de otros acuerdos internacionales.

2. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa a la condición de refugiados, tal como fuere enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967.

3. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones emanadas de los acuerdos suscritos por las Partes en el ámbito de la protección de los derechos humanos.

#### ARTICULO 15

1. Cada una de las Partes Contratantes notificará a la Otra, el cumplimiento de los procedimientos constitucionales exigidos por ella con respecto a la entrada en vigor del presente Acuerdo, el que entrará en vigencia treinta días después de recibida la última notificación.

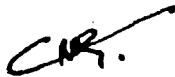
2. El presente Acuerdo tendrá un período de validez de tres años, renovable por tácita reconducción por iguales períodos de duración. Podrá ser denunciado mediante una notificación por escrito enviada por vía diplomática con tres meses de anticipación.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los representantes de las Partes Contratantes, debidamente autorizados para tal efecto, han estampado sus firmas en el presente Acuerdo.

HECHO en Santiago, Chile, a 23 de Junio de 1995 en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

POR EL GOBIERNO DE  
LA REPUBLICA FRANCESA

POR EL GOBIERNO DE  
LA REPUBLICA DE CHILE



GERARD CROS  
EMBAJADOR DE LA REPUBLICA  
FRANCESA EN CHILE



JOSE MIGUEL INSULZA  
MINISTRO DE RELACIONES  
EXTERIORES

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties so as to improve the application of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees stipulated in current laws and regulations,

In conformity with international treaties and conventions and in an effort to combat illegal immigration,

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile, on the basis of reciprocity, have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

*Article 1*

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formality persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved or presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall readmit such persons under the same conditions if checks reveal that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

*Article 2*

1. The nationality of a person subject to an expulsion order shall be deemed to be proved by means of the following valid documents:

An identity card;

A passport or any other travel document;

A consular registration card.

2. For the purposes of this Agreement, a presumption of nationality shall be established by means of any of the following:

Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;

A document issued by the official authorities of the requested Party attesting to the identity of the person concerned;

An expired residence permit or authorization;



Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;

Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

*Article 3*

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall immediately issue a laissez-passer permitting the expulsion of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the request by the requesting Party, be heard by the consular authorities of the requested Party in the premises where that person is being held. The requesting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

*Article 4*

The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Party as far as the border of the requested Contracting Party.

II. READMISSION OF THIRD-COUNTRY NATIONALS

*Article 5*

Each Contracting Party shall readmit into its territory at the request of the other Contracting Party and without any formality third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence in force in the territory of the requesting Contracting Party, if they are in possession of a valid visa or a valid residence permit of any type issued by the requested Contracting Party.

*Article 6*

The readmission obligation pursuant to article 5 shall not apply in respect of:

(a) Nationals of a third country which has a common frontier with the requesting Contracting Party;

(b) Third-country nationals who, after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, were issued a visa or residence permit by the requesting Party;

(c) Third-country nationals who have been residing for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(d) Third-country nationals whom the requesting Contracting Party has recognized as having refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967;

(e) Third-country nationals who have effectively been expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

*Article 7*

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, after checks subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are revealed not to have fulfilled the conditions stipulated in articles 5 and 6 when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

*Article 8*

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order by the requesting Contracting Party to enter and transit by air through its territory.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his State of destination and shall take the person in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds an air ticket to the State of destination.

4. The Contracting Party which issued the expulsion order shall indicate to the Contracting Party requested for transit purposes if it is necessary to escort the person being transferred. The Contracting Party requested for transit purposes may decide either:

To provide the escort itself; or

To provide the escort in conjunction with the Contracting Party which issued the expulsion order.

5. Where the person in transit is travelling under police escort on aircraft belonging to an airline of the Contracting Party which issued the order of expulsion, such escort may be provided only by that Party and may not leave the international area of the airports of the Party requested for transit purposes.

6. Where the person in transit is travelling under police escort on aircraft belonging to an airline of the Contracting Party requested for transit purposes, such escort shall be provided by that Contracting Party, and the Contracting Party which issued the order of expulsion shall be responsible for reimbursing the requested Party for the costs involved.

*Article 9*

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the competent authorities of the Contracting Parties. Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the time and place of arrival in the transit State and the time and place of departure from that State to the State of destination and, where appropriate, information useful to officials escorting the alien.

*Article 10*

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinions;

If the alien runs the risk of being accused or convicted in criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit.

*Article 11*

Transport costs as far as the border of the State of destination and any costs arising from return transport shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

*Article 12*

The two Parties shall consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be presented through the diplomatic channel.

*Article 13*

The competent national authorities responsible for border control shall designate:

The airports which may be used for the readmission or entry in transit of aliens;

The central or local authorities competent to handle readmission and transit requests.

*Article 14*

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Parties.

*Article 15*

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force 30 days after the receipt of the last such notice.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for further three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for this purpose, have affixed below their signatures to this Agreement.

Done at Santiago on 23 June 1995 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

GÉRARD CROS

Ambassador of France to Chile

For the Government of the Republic of Chile:

JOSÉ MIGUEL INSULZA SALINAS

Minister for Foreign Affairs of the Republic of Chile